



Observatoire économique de Normandie

2022

SOMMAIRE

Édito.....	3
Chiffres clés - productions animales.....	4
Chiffres clés - productions végétales.....	5
Production laitière.....	6
Viande porcine.....	8
Viande bovine.....	10
Cultures céréalières.....	12
Cultures industrielles.....	14
Volailles.....	16
Lexique et source.....	18

ÉDITO



En 2021, l'activité agricole a été stimulée par la reprise de la demande à la « sortie » de la pandémie de Covid-19. Ainsi, la production agricole a augmenté de 7,7 % en valeur, après deux années de baisse, dans un contexte de hausse des prix des matières premières. Ce dynamisme de l'activité est essentiellement porté par la production céréalière, du fait notamment de la croissance de la demande mondiale et de la baisse de l'offre des concurrents qui ont connu une météo défavorable.

La guerre en Ukraine, survenue en février 2022, bouleverse le contexte géopolitique et engendre de nombreuses incertitudes sur l'économie, tant sur l'agriculture que sur les consommations intermédiaires des exploitations. En effet, les prix des intrants (énergie, alimentation animale, engrais, transports pour l'exportation) augmentent fortement, ainsi les coûts de production agricole flambent. Les prix des céréales s'envolent, une opportunité pour les céréaliers mais une forte charge pour les éleveurs (alimentation animale), notamment pour les filières porcs et volailles déjà en difficulté.

Bien que l'impact de ces augmentations sera atténué par le plan de résilience mis en place par le ministère de l'Agriculture, il faut s'attendre à une année moins favorable pour les comptes de l'agriculture française en 2022, voire en 2023, particulièrement pour les filières animales.

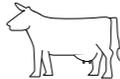
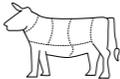
Cet observatoire des entreprises agricoles normandes dresse un bilan de cette année 2021 et dessine les perspectives pour l'année 2022 pour chacune de nos filières agricoles. Ainsi, nous vous souhaitons une bonne lecture.

Philippe LAINÉ, Président de Cerfrance Normandie-Maine
Antoine LETELLIER, Président de Cerfrance Normandie-Ouest
Didier COUSIN, Président de Cerfrance Orne
Agnès PETIT, Présidente de Cerfrance Seine-Normandie



CHIFFRES CLÉS

■ Productions animales (prix moyens en 2021)

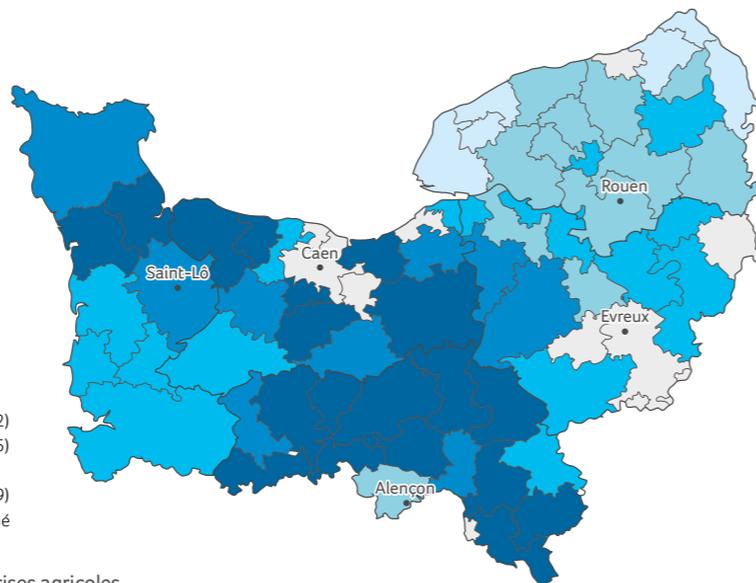
Lait / 1 000 L	Vaches laitières / tête	Vaches allaitantes / tête	Porc gras / tête
378 €	934 €	1 593 €	141 €
			
+ 0 %*	+ 4 %*	+ 5 %*	- 13 %*

*Évolution sur un an

■ Prix moyen du lait par intercommunalité sur la campagne 2021/2022 (€/1000 L)

Pour des raisons de confidentialité et de consolidation des données, seuls sont retenus les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI – géographie au 1^{er} janvier 2022) avec un nombre d'exploitations suffisant (à partir de 4), d'où les zones grises sur certains EPCI normands.

354 à 359 (6)
360 à 369 (12)
370 à 378 (15)
380 à 389 (9)
390 à 430 (19)
Non renseigné



■ Productions végétales

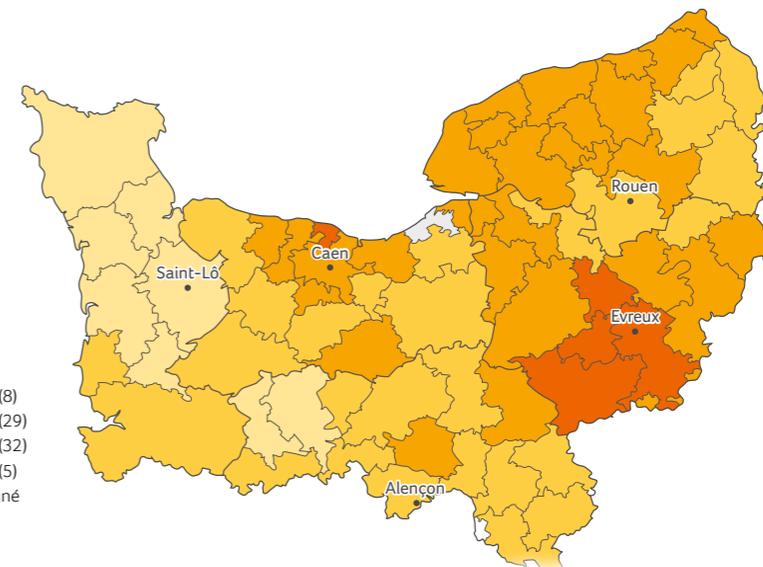
Blé		Colza	
Récolte 2021 197 €	Récolte 2020 178 €	Récolte 2021 515 €	Récolte 2020 399 €
			
+ 10 %*		+ 23 %*	

*Évolution sur un an

■ Rendement moyen du blé par intercommunalité sur la récolte 2021 (T/ha)

Pour des raisons de confidentialité et de consolidation des données, seuls sont retenus les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI – géographie au 1^{er} janvier 2022) avec un nombre d'exploitations suffisant (à partir de 4), d'où les zones grises sur certains EPCI normands.

5,76 à 6,32 (8)
6,50 à 7,48 (29)
7,50 à 8,41 (32)
8,50 à 8,98 (5)
Non renseigné



PRODUCTION LAITIÈRE

1 467 exploitations en production laitière spécialisée
clôtures d'avril 2021 à mars 2022

	2,20 UTH	↔	+ 2 %
	293 838 L de lait produit / UTH	↔	=
	116 ha de SAU	↔	+ 1 %
	dont 94 ha de surface fourragère	↔	+ 2 %
	6 904 L de lait produit / ha SFP	↔	=
	95 vaches laitières	↔	+ 1 %
	631 264 L de lait vendu	↔	+ 2 %
	Prix de vente du lait : 386 € / 1 000 L	↔	+ 2 %
	Valeur ajoutée / produit brut : 35 %	↔	=
	Revenu disponible / UTAF : 27 074 €	↔	+ 2 %
	Capital d'exploitation / UTH : 323 471 €	↔	+ 1 %
	Taux d'endettement : 59 %	↔	=
	Trésorerie nette globale : - 2 647 €	↕	
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 2,8	↕	+ 0,1 mois

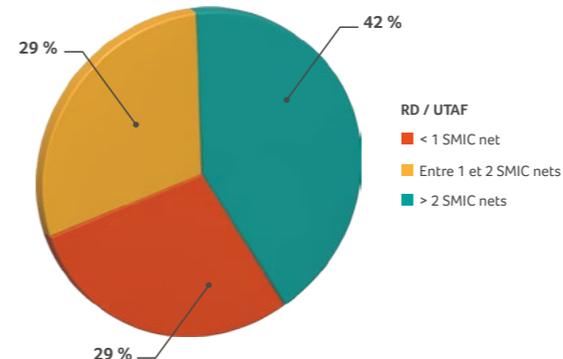
La production laitière des exploitations spécialisées poursuit sa progression (+ 2 %). La main-d'œuvre salariée augmente régulièrement et représente 20 % des actifs. La productivité du travail est stable, à près de 300 000 L par UTH. Le rendement par vache laitière s'approche doucement des 7 000 L de lait produit.

Pour des clôtures moyennes de fin d'été 2021, l'augmentation du prix du lait (+ 7 € / 1 000 L) est l'explication principale à la hausse des produits (+ 114 € / ha), devant l'impact des céréales et du produit viande. Les aides PAC poursuivent leur convergence (- 5 € / ha).

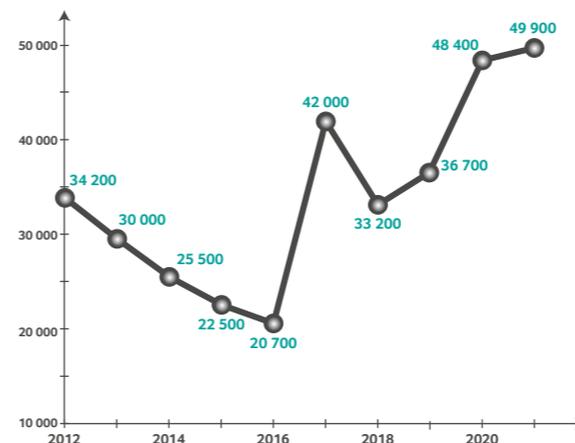
Malgré la hausse des aliments (+ 5 % à volume constant) et des travaux par tiers (+ 6%), la marge brute progresse de 70 € / ha. La plupart des postes de charges de structure (avant amortissement et frais financiers) augmentent (+ 6 %), dont la main-d'œuvre (salaires et MSA : + 10 %).

La légère hausse des annuités conduit à une quasi stabilité du revenu disponible à 27 000 € par unité de main-d'œuvre familiale. La capacité d'autofinancement légèrement positive et la limitation de l'autofinancement améliorent le fonds de roulement.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2021



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2022

Dès la fin 2021, la collecte des principaux exportateurs mondiaux a montré des signes de faiblesse, face à la hausse des charges et à la météo. Le ralentissement de la collecte se confirme sur le premier semestre 2022, tant dans l'UE-27 qu'en Nouvelle Zélande ou aux États-Unis. Côté demande, la Chine importe toujours davantage de produits laitiers (+ 30 % en 2021), et elle représente 25 % des échanges. La relative « pénurie » sur les marchés internationaux fait monter les prix. La valorisation beurre-poudre explose les records et dépasse largement les 500 € pour 1 000 litres depuis février.

En France, les négociations entre les laiteries et la grande distribution ont amélioré la prise en compte du prix de revient du lait. Mais le déclenchement de la guerre en Ukraine a fait s'envoler les prix des matières premières, tant pour les éleveurs que pour les industriels. Et il semble très difficile de faire passer de nouvelles hausses, les grandes et moyennes surfaces mettant en avant leur engagement en faveur du « pouvoir d'achat ».

Sur l'année civile 2022, les charges des éleveurs vont augmenter fortement : entre + 40 et + 60 € / 1 000 L selon les scénarios. Dans le même temps, le prix de base du lait devrait augmenter du même ordre de grandeur, et se rapprocher des 400 € / 1 000 L (si les laiteries ne dénoncent pas leur grille de prix). La meilleure valorisation de la viande, liée à un manque de marchandise, devrait alors améliorer les revenus des éleveurs laitiers.

VIANDE PORCINE

37 exploitations - clôtures de janvier à décembre 2021

	2,60 UTH	↔	+ 8 %
	dont 1,20 UTH salariées	↔	+ 11 %
	58 ha de SAU	↔	+ 3 %
	dont 46 ha de cultures de vente	↕	+ 6 %
	178 truies présentes	↕	+ 10 %
	4 715 porcs gras vendus	↕	+ 1 %
	Prix du porc charcutier :	↘	- 11 %
	141 € / tête		
	Valeur ajoutée / produit brut : 20 %	↘	- 10 points
	Revenu disponible / UTAF :	↘	- 89 %
	10 035 €		
	Capital d'exploitation / UTH :	↔	- 3 %
	377 669 €		
	Taux d'endettement : 74 %	↔	+ 4 points
	Trésorerie nette globale :	↘	
	- 128 892 €		
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 2,4	↘	- 0,5 mois

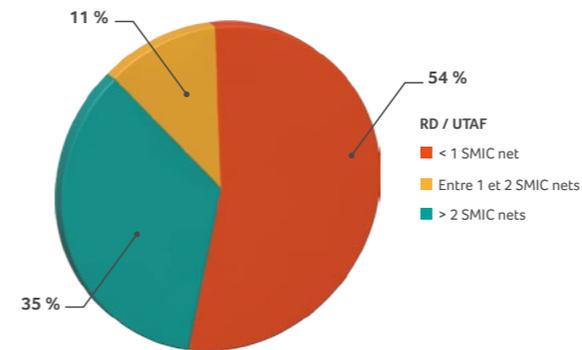
Le résultat des exploitations porcines normandes pour les clôtures 2021 se caractérise par un effet ciseau lié à la baisse des cours du porc et à la hausse des charges.

La baisse de 11 % de la valorisation des porcs charcutiers intervient certes après une année 2020 record. Mais elle s'accompagne d'une hausse des charges de 5 %. Le poste aliments, qui représente 58 % de l'ensemble des charges et augmente de 8 %, explique en grande partie la progression. En revanche, ramenée par truie présente, le poste aliments diminue de 2 %. En effet, les effectifs de truies ont augmenté de 10 %. Les charges de structure sont stables.

Au final, la valeur ajoutée recule fortement, de 40 %, et le revenu disponible dégagé par UTAF plonge de près de 89 %, pour atteindre à peine plus de 10 000 €.

Le recul significatif des investissements nets n'a pas permis de compenser la baisse du résultat en trésorerie. La hausse des prélèvements privés (+ 8 %) a accentué le recul du fonds de roulement (- 13 %).

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2021



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2022

Les éleveurs porcins subissent depuis l'été 2021 un effet ciseau lié à la chute des cours du porc et à la hausse des prix des matières premières, constatée en premier lieu sur le coût de l'aliment. La Chine, acteur majeur sur le marché mondial du porc, avait été fortement impactée par la fièvre porcine africaine en 2020. Après une phase de décapitalisation importante due à cette maladie, la vitesse de recapitalisation en cheptel de ce pays a été beaucoup plus rapide qu'envisagée et a surpris les marchés. La stratégie d'industrialisation de cette production, avec l'émergence de véritables fermes usines en Chine, a eu pour effet d'accélérer le retour à une production chinoise significative en 2021-2022. Par conséquent, les importations chinoises ont reculé fortement sur les derniers mois.

Même si les cours du porc sont repartis à la hausse depuis début 2022, l'incertitude est forte sur les perspectives d'évolution de la production mondiale, dans un contexte d'inflation des prix des matières premières et de perte de rentabilité des élevages porcins qui en découle. L'évolution des cours reste jusque-là insuffisante pour compenser totalement la hausse des coûts de production. Par ailleurs, l'évolution de la consommation reste hésitante. Les problématiques de pouvoir d'achat rencontrées par les consommateurs pourraient limiter la progression de cette demande fin 2022 et début 2023. En revanche, la baisse de la production mondiale devrait se ressentir à partir du second semestre 2022 et pourrait inverser le cycle. Il faudra en parallèle surveiller l'évolution de la demande en Chine, qui sera déterminante.

VIANDE BOVINE

356 exploitations - clôtures de janvier à décembre 2021



1,27 UTH



=

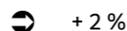


97 ha de SAU



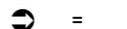
+ 1 %

dont **81 ha** de prairies



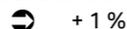
+ 2 %

66 vaches allaitantes

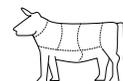


=

125 UGB



+ 1 %



Prix du brouillard : **826 € / tête**



- 1 %

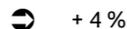
Prix de la vache allaitante :

1 617 € / tête



+ 6 %

Prix du bœuf : **1 669 € / tête**



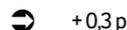
+ 4 %

Prix du taurillon : **1 731 € / tête**



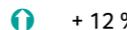
+ 1 %

Valeur ajoutée / produit brut : **34 %**



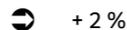
+ 0,3 point

Revenu disponible / UTAF : **13 542 €**



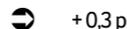
+ 12 %

Capital d'exploitation / UTH : **299 367 €**



+ 2 %

Taux d'endettement : **40 %**



+ 0,3 point

Trésorerie nette globale : **- 2 422 €**



Fonds de roulement / mois de dépenses : **5,4**



+ 0,2 mois

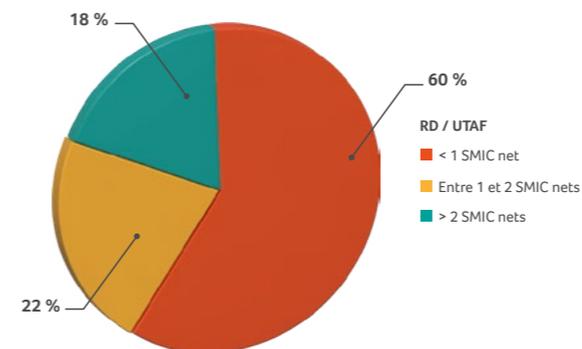
Les structures des systèmes viande bovine ont peu évolué par rapport à 2020.

Avec le cumul d'une meilleure moisson 2021 pour les quelques hectares de céréales, une bonne campagne fourragère et une conjoncture viande bovine plus satisfaisante, les résultats économiques et financiers des systèmes viande bovine 2021 progressent de 23 %. En effet, après une année 2020 chaotique, les cours repartent à la hausse et ont retrouvé des niveaux d'avant crise, soutenus par le manque d'offre sur le marché européen. Par ailleurs, les coûts de production ont augmenté.

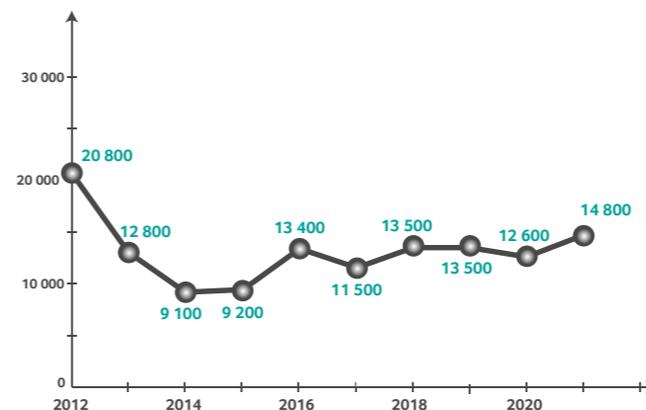
À relativiser, le niveau de revenu disponible par UTAF moyen à hauteur de 13 500 € reste bien inférieur au smic et aux autres systèmes de production (en dehors du système porc). Ce niveau de revenu moyen cache de fortes disparités.

Historiquement, le taux d'endettement est faible à 40 % en moyenne et la trésorerie s'avère souvent limitée voire négative. Les investissements restent raisonnés.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2021



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2022

Suite à la décapitalisation du cheptel allaitant, les disponibilités manquent toujours en France et en Europe pour répondre à la demande forte, tant en animaux maigres que finis. Les abattements ont diminué depuis le début de l'année. Le manque d'offre et la pénurie sur le marché européen entretiennent une hausse forte et continue des cours depuis le début de l'année.

Par ailleurs, la guerre en Ukraine accentue la flambée des prix à la production, et si les prix atteignent eux aussi des niveaux records, ils ne compensent pas l'explosion des charges en production de viande bovine (la hausse des coûts d'aliment, d'énergie, d'engrais serait de 85 € par UGB sans adaptation des producteurs). Les agriculteurs doivent faire des adaptations dans la gestion des charges.

Cette inflation des coûts de production provoque des inquiétudes au sein de la filière. Quelle sera la répercussion de la hausse des prix sur la consommation ? L'augmentation des cours fait craindre une nouvelle accélération de la décapitalisation du cheptel allaitant pour profiter des prix élevés, améliorer l'autonomie du système.

La loi Egalim 2 rend obligatoire la contractualisation depuis le 1^{er} janvier 2022 entre les éleveurs bovins et leur premier acheteur pour une durée de 3 ans. La filière devrait avoir une plus grande visibilité sur les flux d'animaux. Ce contrat intègre aussi les modalités de fixation de prix, avec des indicateurs relatifs aux coûts de productions. À ce jour, peu d'éleveurs ont proposé réellement de contrats vu le contexte prix. La renationalisation de la consommation pourrait s'inscrire dans une tendance.

CULTURES CÉRÉALIÈRES

597 exploitations - clôtures de juillet 2021 à juin 2022

	1,31 UTH	↔	+ 1 %
	133 ha de SAU	↔	=
	dont 81 ha de céréales	↔	+ 3 %
	dont 23 ha d'oléagineux	↔	+ 3 %
	dont 4 ha de protéagineux	↔	- 9 %
	7,8 T/ha de rendement blé	↑	+ 8 %
	Prix de vente du blé : 200 €/T	↑	+ 14 %
	7,5 T/ha de rendement orge	↑	+ 29 %
	Prix de vente de l'orge : 187 €/T	↑	+ 22 %
	3,5 T/ha de rendement colza	↑	+ 18 %
	Prix de vente du colza : 519 €/T	↑	+ 34 %
	1 346 €/ha de marge brute globale d'exploitation	↑	+ 48 %
	Valeur ajoutée / produit brut : 45 %	↑	+ 13 points
	Revenu disponible / UTAF : 62 295 €	↑	+ 218 %
	Capital d'exploitation / UTH : 345 561 €	↑	+ 10 %
	Taux d'endettement : 47 %	↓	- 5 points
	Trésorerie nette globale : 35 024 €	↑	
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 9,8	↑	+ 1,7 mois

La part de céréales dans l'assolement des exploitations spécialisées en céréales progresse de 3 %. La surface en blé augmente de 11 % au détriment de l'orge (- 12 %), et représente près de 47 % de la surface de vente. La surface en colza croît de 3 % pour atteindre plus de 19 % de la surface de vente. Par contre, la part de protéagineux ne décolle toujours pas et recule même de 9 %.

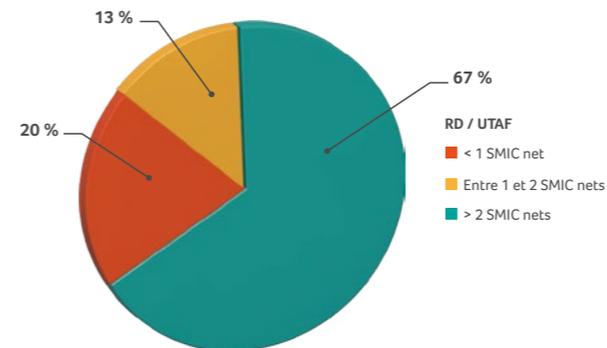
Cette récolte se caractérise par une hausse généralisée des rendements et des prix. Cette tendance est très marquée en colza. Le produit d'exploitation atteint près de 2 000 €/ha en moyenne, soit une hausse de 29 %.

Les charges d'intrants sur cultures augmentent d'à peine 1 %. Il en résulte une marge brute globale en hausse de 48 %.

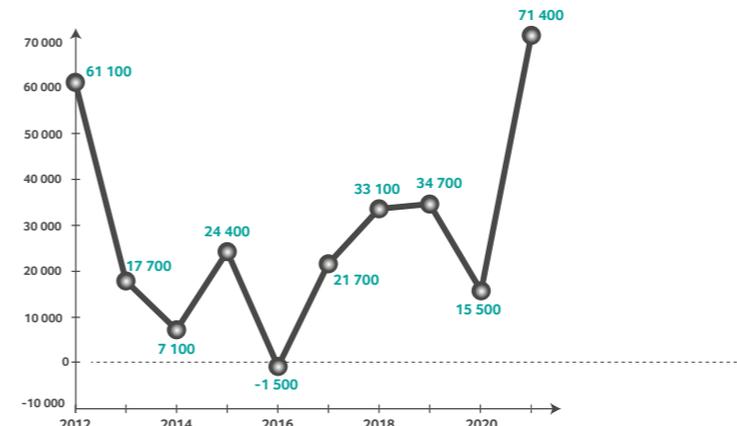
En revanche, les charges de structure hors amortissements et frais financiers sont en forte hausse : + 8 %. Cela n'empêche pas la valeur ajoutée de s'améliorer très significativement et de représenter 45 % du produit brut.

Le taux d'endettement recule sensiblement alors que le fonds de roulement progresse de 20 %.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2021



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2022

Malgré une production mondiale de blé record sur la campagne 2021-2022, ce marché connaissait déjà de fortes tensions avant le déclenchement du conflit ukrainien. La forte demande mondiale en est la principale cause. Mais la guerre en Ukraine, qui implique deux acteurs majeurs des marchés céréaliers, en a accentué l'effet : la Russie et l'Ukraine représentent à elles seules 30 % des exportations mondiales de blé. Le blocage de la mer Noire par les navires russes a stoppé toute possibilité d'exportations depuis les ports ukrainiens et les volumes exportés par voie ferroviaire sont loin de compenser l'arrêt de l'activité portuaire. Cette situation accentue les risques de pénurie pour les pays d'Afrique du nord et du Proche Orient, très dépendants de ces origines.

À la veille du démarrage des récoltes, les stocks mondiaux sont ainsi estimés en recul de 12 Mt par le Ministère américain de l'Agriculture, et les prévisions de récolte pour 2022-2023 sont en recul de 6 Mt. Si la production russe devrait se rapprocher de son précédent record et lui permettre de renforcer son leadership mondial sur cette production, la production devrait reculer en Ukraine et en Inde. Globalement, elle pourrait reculer de 30 Mt.

En maïs, les dernières prévisions font état d'une hausse des stocks de fin de campagne, qui devrait peu évoluer sur la campagne 2022-2023 malgré un recul de la production mondiale.

L'évolution du conflit ukrainien dans les mois à venir reste un facteur important d'incertitude, avec la question de la capacité de l'Ukraine à exporter sa récolte.

CULTURES INDUSTRIELLES

223 exploitations - clôtures de juillet 2021 à juin 2022



1,73 UTH ➡ + 1 %

144 ha de SAU ➡ =

dont **67 ha de céréales** ⬆️ + 6 %

dont **16 ha d'oléagineux** ⬆️ + 7 %

dont **1 ha de protéagineux** ⬆️ + 13 %

dont **15 ha de lin** ⬇️ - 29 %

dont **12 ha de betteraves** ⬆️ + 6 %

dont **9 ha de pommes de terre** ➡ + 3 %

3 462 €/ha de produit lin ⬆️ + 39 %

2 426 €/ha de produit betteraves ⬆️ + 23 %

7 864 €/ha de produit pommes de terre ⬆️ + 8 %

1 770 €/ha de marge brute globale d'exploitation ⬆️ + 23 %

Valeur ajoutée / produit brut : **41 %** ⬆️ + 7 points

Revenu disponible / UTAF : **67 768 €** ⬆️ + 98 %

Capital d'exploitation / UTH : **401 680 €** ⬆️ + 6 %

Taux d'endettement : **48 %** ⬇️ - 4 points

Trésorerie nette globale : **33 589 €** ⬆️

Fonds de roulement / mois de dépenses : **8,8** ⬆️ + 1,3 mois

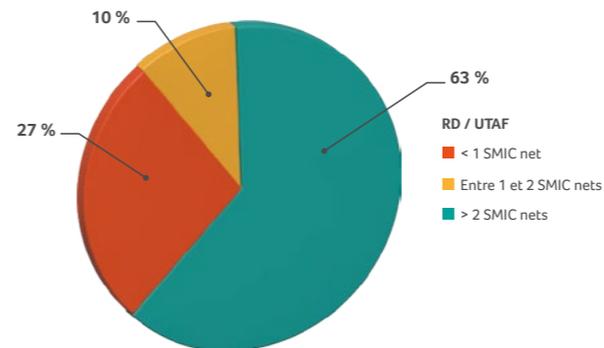


La récolte 2021 est marquée par une forte réduction des emblavements en lin (- 29 %) suite à la volonté de la filière dans le contexte Covid. En parallèle, les surfaces en blé ont augmenté (+ 4 ha), de même qu'en colza (+ 1 ha).

Le lin de la récolte 2021 est provisionné à une valeur plus élevée (+ 980 €/ha) que le très mauvais cru de 2020. Les betteraves retrouvent en 2021 les rendements habituels après l'impact de la jaunisse sur une partie de nos territoires (+ 450 €/ha). Les pommes de terre bénéficient également en 2021 d'une meilleure conjoncture prix (+ 580 €/ha). L'amélioration des prix de vente en blé et colza contribue aussi à la hausse des produits par ha (+ 340 €/ha).

Les charges opérationnelles sont quasi stables (- 5 €/ha en engrais, + 9 €/ha en traitements). La plupart des postes de charges de structure (avant amortissement et frais financiers) augmentent (+ 4 %), dont les carburants (+ 10 €/ha). La légère hausse des annuités conduit à un quasi doublement du revenu disponible (68 000 € par UTAF) et une amélioration des trésoreries.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2021



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2022

La récolte 2022 s'annonce prometteuse, malgré la hausse des intrants. La récolte 2023 devrait être davantage impactée.

La filière lin a bien maîtrisé les volumes. La demande est de retour et le prix de la fibre est élevé (> 3 €/Kg de fibres longues).

Les perspectives sont donc favorables pour cette culture économe en intrants, sous réserve d'aléa climatique ou de retour d'un blocage des activités en Chine (covid).

Côté sucre, après trois campagnes mondiales déficitaires (récoltes 2019, 2020 et 2021), les cours du sucre sont en forte hausse. Les sucreries annoncent un prix probable de 35 €/T de betterave 2022 et entre 35 et 40 €/T pour 2023, après les 29 €/T de 2021. La hausse des prix devrait couvrir la hausse des charges. La dérogation obtenue à l'utilisation des semences enrobées de néonicotinoïdes limite malgré tout le choix des cultures suivantes (pas de lin ou de colza).

Le marché de pommes de terre est peut-être le plus vulnérable face à la hausse des intrants, du fait des charges élevées par ha (engrais et produits phytosanitaires représentent plus de 1 000 € par hectare en 2021). Sur la récolte 2022, et encore plus sur 2023, la hausse des engrais et des produits phytosanitaires pourrait se situer entre 400 et 800 €/ha. Les prix de vente des pommes de terre devront donc monter d'au moins 10 à 20 €/T pour seulement compenser la hausse des intrants. Sans compter la hausse des carburants et de l'énergie. La contractualisation avec les industriels de la transformation se développe.

VOLAILLES

37 exploitations - clôtures de janvier 2021 à décembre 2021

	1,81 UTH	↔	=
	42 ha de SAU	↔	- 1 %
	dont 19 ha de cultures de vente	↔	=
	Prix du poulet standard : 2,34 € / tête	↔	+ 2 %
	Nombre de volailles vendues : 88 569	↑	+ 14 %
	Valeur ajoutée / produit brut : 25 %	↔	+ 1 point
	Revenu disponible / UTAF : 22 516 €	↑	+ 56 %
€	Capital d'exploitation / UTH : 282 082 €	↔	+ 1 %
	Taux d'endettement : 71 %	↔	=
	Trésorerie nette globale : - 8 002 €	↑	
	Fonds de roulement / mois de dépenses : 1,6	↓	- 0,2 mois

La production de volailles de chair a poursuivi son repli en 2021, lors d'une seconde année marquée par la pandémie de Covid 19 et l'influenza aviaire. Toutefois, en Normandie, nous ne constatons pas cette baisse. En effet, d'une part la filière poulet reste dynamique, et la région Normandie reste épargnée par les cas de grippe aviaire.

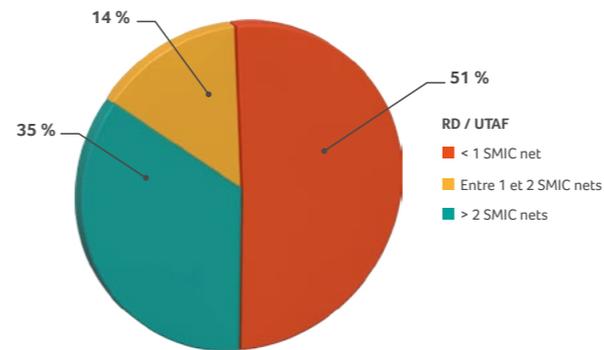
Avec une offre limitée et un raffermissement de la demande sortie Covid, les cours se redressent toutes catégories confondues.

Dans ce contexte avicole et avec une récolte 2021 correcte, les exploitations volailles affichent des résultats haussiers même si les coûts de production ont progressé. Le résultat courant par UTAF est de 18 600 € (soit + 4 200 € par rapport à 2020).

Globalement, la situation financière s'améliore avec une amélioration des capitaux propres et de la trésorerie (même si elle reste négative).

Comme dans les autres systèmes, des écarts de performance sont importants entre les exploitations : la différence se fait principalement sur la technique (valorisation des produits et maîtrise des charges) et la gestion des investissements.

Dispersion des exploitations selon le revenu disponible par UTAF en 2021



Résultat d'exploitation moyen (en € courants/année)



Perspectives 2022

En 2022, la production devrait reprendre dans l'Union européenne, sauf pour les pays touchés fin 2021 dont la France, l'Italie et la Hongrie. En effet, l'influenza aviaire dans le grand ouest va avoir des impacts significatifs au-delà de la zone touchée sur les productions à des cycles longs, sur la sélection, la multiplication, l'accoupage, et sur l'export vers les pays tiers.

Le début de l'année 2022 a été marqué par une hausse généralisée des cours des matières premières, progression qui avait débuté en août 2020. La guerre en Ukraine a renchéri les cours.

Toutefois la raréfaction de l'offre du fait des différents épisodes Influenza sur le marché européen et la demande soutenue dans un contexte inflationniste permet de tirer les prix de vente vers le haut. Cela ne compensera pas l'envolée des coûts de production que sont le gaz, l'énergie et l'aliment. En plus, avec la production en berne, les résultats économiques et la trésorerie des exploitations sont affectés.

Dans ce contexte de recul d'offre de volailles en France, la consommation de volailles reste soutenue, notamment en restauration rapide où le poulet est largement consommé. Une progression des importations est attendue. Face à l'inflation alimentaire, des arbitrages des consommateurs se font sur des produits plus basiques et premiers prix. Les tendances passées de progression du poulet aux dépens des autres espèces risquent de s'accélérer.

Ils nous ont fait confiance



Association des producteurs de fromages AOP de Normandie



Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie



Cniel, Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière



Conseil National Cerfrance



DRAAF, Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Normandie



EQUICER



France GALOP



IFCE, Institut Français du Cheval et de l'Équitation



Ifremer, Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer



NAUTIL, Mer et Gestion

Lexique

Ha	Hectare
L	Litre
MSA	Mutualité Sociale Agricole
Mt	Millions de tonnes
PAC	Politique Agricole Commune
RD	Revenu Disponible
SAU	Surface Agricole Utile
SFP	Surface Fourragère Principale
SMIC	Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
T	Tonne
UE	Union Européenne
UGB	Unité Gros Bétail
UTAF	Unité de Travail Annuel Familial
UTH	Unité de Travail Humain

Source des graphiques et tableaux présentés dans cet observatoire : Cerfrance – Traitement Atelier des Études Économiques, Références, Veille et Prospective

Comité de rédaction :

Erick BOSSARD
Laurence CADON
Baptiste FOS
Mélanie JUGÉ
Caroline LEVOUIN
Didier ROINSON

Contact : clevouin@nm.cerfrance.fr
Site : normandiemaine.cerfrance.fr/latelier/

L'atelier



des Etudes Economiques

Cerfrance Normandie Maine

30-32 rue Quadrant
Immeuble Le MAGELLAN
14123 FLEURY-SUR-ORNE